

Écrit par Laurence Sauvage, secrétaire Nationale aux Luttres Sociales du Parti de Gauche et Gabriel Amard, président de La Gauche par l'Exemple
Jeudi, 07 Novembre 2013 17:00

Le groupe de presse quotidienne régionale (PQR), qui possède les quotidiens La Montagne (Clermont-Ferrand), L'Echo Républicain (Chartres), La République du Centre (Orléans), [L'Yonne Républicaine](#) (Auxerre), [Le Journal du Centre](#) (Nevers), Le Berry Républicain (Bourges) et Le Populaire du Centre (Limoges), a annoncé un plan de licenciements de 230 emplois.

Viendront s'y ajouter la suppression d'emploi de 66 autres salariés de l'imprimerie de labeur Fusium (Puy-de-Dôme) qui sera cédée, dans le cas où un repreneur se fait connaître... Mais cela ne s'arrête pas là : trois autres entreprises de presse à Limoges (SNLP), Chartres (InterHebdo) et Clermont-Ferrand (télévision locale iC1). La encore, 35 journalistes seront concernés par ce plan de licenciements.

D'après la direction, le but est de réaliser une économie de 16 millions d'euros annuels, afin d'éviter un résultat courant négatif de 13 millions d'euros en 2016. Le groupe souhaite réorienter son activité vers le numérique et l'événementiel et ainsi diversifier l'offre, en investissant la somme de 15 millions d'euros. A terme, selon le communiqué de la direction, 60 créations de postes seraient prévues.

Le secteur de la presse écrite connaît une crise indéniable. Economiquement, la réorientation vers le numérique semble indispensable. Cependant, la presse écrite est gage de qualité de l'information et de proximité avec les lecteurs. Les quotidiens régionaux sont des éléments vitaux pour la démocratie locale. Vecteur majeur d'informations dans les zones rurales, ils sont aujourd'hui lus quotidiennement par environ 18 millions de personnes. C'est pourquoi il est nécessaire de la préserver et de sanctuariser les postes de ses employés.

Que ce soit pour la presse nationale ou régionale, il faut empêcher et lutter contre la structuration de grands groupes, véritables oligopoles à leur propre service. Ainsi, les difficultés d'un secteur du groupe ne conduiraient pas aux licenciements dans un autre secteur. Ainsi, la liberté de la presse serait préservée des pressions des dirigeants de presse, souvent hommes d'affaires d'influence - bien qu'ici Centre-France n'appartienne – pour le moment - à aucun grand industriel.

L'Etat doit reconnaître l'utilité publique de la presse régionale et locale et intervenir en augmentant les subventions en faveur de la presse d'information !

Le Groupe Centre France prévoit un plan de licenciements de 230 employés ! Nous rejetons cette logique

Écrit par Laurence Sauvage, secrétaire Nationale aux Lutttes Sociales du Parti de Gauche et Gabriel Amard,
président de La Gauche par l'Exemple
Jeudi, 07 Novembre 2013 17:00

Ces licenciements sont intolérables ! Le Parti de Gauche soutient les grévistes de L'Yonne Républicaine et du Journal du Centre (Nevers), empêchant les parutions du mercredi 6 novembre mais permettant ainsi d'alerter l'opinion publique de la casse de leur quotidien local.

Le Parti de Gauche se tiendra auprès des grévistes et continuera à lutter avec eux contre ces licenciements, afin de défendre une presse libre et sans muselière.